



**Déclaration conjointe de la Présidence allemande
et des chefs d'État ou de gouvernement
du Brésil, de la Chine, de l'Inde, du Mexique et de l'Afrique du Sud
à l'occasion du Sommet du G8 de Heiligendamm (Allemagne)
le 8 juin 2007**

Les discussions utiles qui ont eu lieu aujourd'hui entre le G8 et le Brésil, la Chine, l'Inde, le Mexique et l'Afrique du Sud marquent une étape importante vers la création d'un partenariat égalitaire et durable visant à établir les conditions cadres d'une économie mondiale et concurrentielle. Dans un univers qui se mondialise, il nous faut voir au-delà des frontières nationales et régionales et unir nos efforts. Afin de mener cette entreprise à bien, nous nous engageons à coopérer dans les domaines suivants :

- Promotion de l'investissement transfrontière à notre avantage mutuel
Nous reconnaissons que l'investissement direct transfrontier est un grand facteur qui façonne l'économie mondiale. Pareilles rentrées de fonds peuvent faire beaucoup pour la croissance économique et le développement durable. Nous voulons les uns et les autres promouvoir l'investissement et préserver et développer encore davantage un contexte d'investissement mondial sain. Dans ce but, nous travaillerons de concert pour créer, dans nos pays respectifs, des conditions plus propices à l'investissement tant intérieur qu'extérieur, afin de favoriser la croissance économique et le développement durable. Cet objectif peut comprendre d'encourager la conduite responsable des entreprises.
- Promotion de la recherche et de l'innovation
Le développement durable futur de nos économies nécessite absolument des stratégies pour encourager et appuyer la recherche et l'innovation. Dans ce contexte, nous soulignons l'importance d'intégrer la promotion et la protection de l'innovation dans nos politiques et dans nos lois nationales. Nous encourageons les échanges de vues constructifs sur l'expérience que différents pays ont faites du rôle crucial et de la valeur économique de la protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) et de l'application des normes internationales convenues en la matière. Au cours de ces échanges de vues, il nous faut aussi examiner la protection des DPI parallèlement au bien commun de l'humanité, en vue de protéger l'environnement et en appui à la santé publique. À cet égard, nous rappelons la Déclaration de Doha relative à l'Accord sur les ADPIC et la santé publique. Nous affirmons notre volonté de resserrer la coopération en matière de renforcement des capacités, de perfectionnement des ressources humaines et de programmes de sensibilisation du public dans le domaine de la propriété intellectuelle.
- Lutte contre le changement climatique
Les efforts que nous déployons pour lutter contre le changement climatique et permettre un développement durable partout dans le monde se heurtent à de sérieuses difficultés. Nous réitérons notre attachement à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et à son objectif, en

adoptant à la fois des mesures d'atténuation et d'adaptation selon nos responsabilités communes mais différenciées et selon nos moyens respectifs. Compte tenu de ces éléments et des connaissances scientifiques présentées dans les rapports récents du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, nous demeurons déterminés à faire notre juste part pour lutter contre le changement climatique, afin de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre à un niveau qui préviendrait des perturbations dangereuses du système climatique causées par l'homme. Pour cela, il nous faut un cadre conceptuel mondial souple, équitable et efficace et une action internationale concertée. Nous soulignons le rôle crucial des mesures d'encouragement économiques, au moyen des marchés du carbone en particulier, pour que se fassent les nécessaires investissements dans les technologies à grande échelle destinées à protéger le climat. L'adaptation au changement climatique constituera un grand défi pour tous les pays, ceux en développement surtout, et il faut que les moyens d'adaptation, tout comme le resserrement de la coopération technologique et le financement, fassent partie d'une entente future. Nous appelons toutes les parties à participer activement et dans un esprit constructif aux négociations relatives à une entente complète qui auront lieu à la Conférence sur la CCNUCC prévue en Indonésie en décembre 2007.

- Énergie

Nous reconnaissons la nécessité de resserrer la coopération nationale et internationale dans le domaine de l'énergie et de la rendre plus pratique et axée sur les résultats, en particulier afin de garantir un approvisionnement sûr et à prix abordable et afin d'améliorer l'efficacité énergétique et l'accès à des technologies avancées qui soient à la mesure de nos moyens. Nous confirmons notre engagement à promouvoir l'efficacité énergétique en présentant des solutions rentables, à favoriser l'usage efficace des combustibles fossiles, comme le recours à une technologie rendant l'emploi du charbon moins polluant, et à accroître l'utilisation des sources d'énergie plus propres et renouvelables comme les biocarburants et la biomasse -- pas important vers un approvisionnement en énergie sûr, stable et concurrentiel menant à un développement durable.

- Développement, en Afrique en particulier

Nous réitérons notre attachement à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, à l'éradication de la pauvreté et au développement mondial durable. Ayant la responsabilité de relever les défis posés par le développement, nous renforcerons la coopération et la coordination entre nous afin d'atteindre ces buts.

Nous promettons de donner suite en engageant un dialogue de haut niveau sur des défis précis ainsi que l'a proposé le G8 (Processus de Heiligendamm), afin de poursuivre notre discussion de façon plus structurée pendant deux ans, jusqu'au Sommet de 2009. Nous examinerons à ce moment-là les progrès réalisés sur les points suivants : promotion de l'investissement transfrontière à notre avantage mutuel, promotion de la recherche et de l'innovation, développement, en Afrique en particulier, et échange des connaissances pour améliorer l'efficacité énergétique.